



ECLO Bulletin opérationnel

CENTRE D'INTERVENTION ANTIACRIDIEN D'URGENCE

Le Séminaire sénégalais milite pour l'établissement de fonds nationaux de réserve d'urgence

Des experts en lutte acridienne et des officiels gouvernementaux qui se sont réunis à Dakar au Sénégal pour le Séminaire scientifique international sur le Criquet pèlerin (11-13 janvier 2005) ont revendiqué l'établissement de fonds de réserve nationaux afin d'être en mesure de réagir à une invasion.

Une déclaration publiée à la fin de la réunion a aussi proposé un nouveau mécanisme sous-régional de coordination entre les pays dits de la ligne de front (Mauritanie, Mali, Niger et Tchad) et les pays limitrophes (Burkina Faso, Cap-Vert, Gambie, Guinée et Guinée Bissau).

EMPRES, le système de la FAO de prévention des urgences pour les ravageurs et les maladies transfrontières des animaux et des plantes, est considéré comme une alternative possible de renforcement des capacités nationales. EMPRES est un système d'alerte précoce qui est déjà en place dans la Région centrale (Afrique de l'Est et péninsule Arabe) mais qui, faute de financement, n'a pas été mise en place dans la Région occidentale (Afrique de l'Ouest et du Nord-Ouest).

Les participants ont rappelé qu'après la diffusion de la première alerte sollicitant de l'aide, les bailleurs de fonds n'ont peut-être pas réalisé l'ampleur de la situation d'urgence qui prévalait dans les pays de l'Afrique de l'Ouest et les pays touchés n'avaient pas les fonds nécessaires pour réagir de façon efficace.

Trois membres du personnel technique de la FAO (Annie Monard, James Everts et Thami Benhalima) ont présenté des communications lors de cette réunion.

Financements

- Au 19 janvier 2005, la FAO avait reçu 64 millions \$EU de contributions en espèces, auxquels il faut ajouter 6,2 millions \$EU sur ses ressources propres.
- Des projets sont approuvés pour un montant de 9,3 millions \$EU non encore reçus.
- 1,2 million \$EU fait l'objet de négociations avec les bailleurs de fonds.
- Le **Portugal** contribue pour à travers la FAO 331 900 \$EU pour les opérations en **Guinée Bissau**.
- En **Egypte**, la FAO a contribué pour 193 000 \$EU à l'établissement d'un projet d'assistance d'urgence pour la lutte antiacridienne. Le projet débute en janvier 2005.

MISE À JOUR

au 25 janvier

"Pour la première fois en 14 mois la situation s'améliore," dit Keith Cressman, fonctionnaire chargé des prévisions acridiennes à la FAO. "Mais la vigilance est de rigueur. Les opérations de prospection et de lutte doivent être maintenues pour qu'on évite une autre détérioration de la situation au printemps."

*Il y a eu un déclin des opérations antiacridiennes de 50 pour cent au **Maroc** et de 20 pour cent en **Algérie** par rapport à la semaine précédente. Pourtant, des essaims immatures persistent dans les deux pays. En **Mauritanie**, les opérations de lutte sont terminées.*

*Des traitements limités se poursuivent contre quelques essaims immatures dans certaines zones de **Gambie** et du sud du **Sénégal**. Des opérations de lutte sont en cours d'organisation pour traiter de petites infestations d'essaims immatures en **Guinée Bissau** et dans le nord-ouest de la **Guinée**. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de reproduction significative dans les aires hivernales le long de la mer Rouge, sauf dans le nord-est du **Soudan**, où quelques essaims en accouplement ont été observés au sud de la frontière égyptienne.*

Personnel FAO sur le terrain

Un consultant FAO en poste à Dakar, Mohamed Salah El Hani, a effectué une mission d'évaluation préliminaire en **Guinée Bissau** et en **Guinée** à la mi-janvier. Un fonctionnaire FAO, Mohamed Lemine Ould Ahmedou (en poste en **Mauritanie**) complète cette visite en **Guinée** pour évaluer la situation acridienne et identifier les besoins en matériel et en formation du personnel. Deux autres consultants FAO, Bob Aston (**Gambie**, 26 janvier-7 février) and Jean-François Duranton (**Guinée Bissau**, 27 janvier-6 février) effectuent des missions similaires.

Le programme de formation des formateurs

La FAO organise un important programme de formation en deux étapes pour le personnel national des pays qui seront impliqués dans la lutte antiacridienne lors de la campagne 2005. Une formation régionale de trois semaines débutera mi-mars au centre ICRISAT (International Crops Research institute for the Semi-Arid Tropics) de Niamey, **Niger**.

Une vingtaine de participants en provenance de dix pays de l'Afrique de l'Ouest participeront à cette formation, qui portera sur les thèmes suivants: prospection et traitement de l'information; produits et équipements de pulvérisation; éco-toxicité et réduction des risques pour l'homme et l'environnement; gestion des campagnes antiacridiennes; et méthodes de transfert des connaissances.

Au terme de cette formation régionale, les stagiaires mettront en œuvre la même formation dans leurs pays respectifs.

Recommandations du Comité FAO de lutte contre le Criquet pèlerin (DLCC)

Evaluation des dégâts

- Les évaluations futures devront également prendre en considération les dégâts au pâturage, aux cultures et à l'environnement.
- Lors de futures urgences, chaque pays affecté devrait disposer d'une équipe consacrée à la collecte de telles données.

Le Comité FAO de lutte contre le Criquet pèlerin s'est réuni en Session extraordinaire à Rome (29 novembre-2 décembre 2004). Des experts et officiels gouvernementaux de nombreux pays y ont assisté. La Comité a fait plusieurs recommandations face à la situation d'urgence en Afrique de l'Ouest et Nord-Ouest.

Suivi

- Tous les pays touchés doivent engager un dialogue avec la FAO afin d'assurer que des informations suffisamment précises ont été envoyées à l'Organisation, et, dans le cas contraire, identifier l'origine des lacunes.
- Lors des crises acridiennes, il convient d'utiliser autant que possible toutes les technologies disponibles, y compris le GPS, de manière à pouvoir traiter plus facilement d'importants volumes d'informations.
- Dès le début d'une recrudescence acridienne, il convient d'utiliser des hélicoptères pour déterminer l'importance et l'échelle du problème. Les infestations de grande ampleur doivent faire l'objet de traitements avant tout aériens.
- La FAO doit étudier des solutions pour prospecter les zones difficiles d'accès et encourager les prospections trans-frontières.
- Il convient d'encourager et de faciliter le recours à des équipes spécialisées d'autres pays pour renforcer les capacités nationales de prospection et de lutte.
- Les procédures d'évaluation, d'analyse et de suivi devront pleinement prendre en considération les enseignements tirés de la campagne.

Planification

- La FAO doit aider les pays à préparer et améliorer les plans d'action prévisionnels.
- À la fin de chaque campagne, il convient d'organiser dans chaque pays des ateliers regroupant l'ensemble des partenaires afin d'examiner toutes les mesures prises et en tirer les enseignements.
- ECLO doit rester opérationnel et bénéficier d'un soutien jusqu'à la fin de l'urgence.
- ECLO doit s'efforcer de renforcer la coordination entre partenaires et la coopération entre bailleurs de fonds.

Contrôle

- Le programme EMPRES doit être pleinement opérationnel dès que possible dans la Région occidentale avec le soutien des donateurs.
- Les bailleurs de fonds devraient continuer à soutenir les efforts nationaux de lutte.
- La FAO doit dresser une liste d'experts des pays affectés en prévision de futures urgences.

Recherche

- Les urgences acridiennes fournissent une occasion de réaliser des recherches appliquées dont les résultats permettront l'amélioration des futures opérations de lutte.

Assistance: la FAO, ses Commissions et les donateurs

- Les appels lancés à la communauté internationale doivent bénéficier d'une meilleure publicité. Aucune promesse ne devrait être annoncée avant le versement des fonds.
- La FAO, en consultation avec les donateurs, doit envisager la création d'un important fonds d'urgence pour une réaction rapide.
- La FAO devrait rationaliser ses opérations pour que l'aide puisse être mise plus rapidement à la disposition des pays touchés.
- La FAO devrait allouer davantage de personnel, d'équipement et de financement à sa Commission de lutte contre le Criquet pèlerin dans la Région occidentale.
- Lorsque cela est possible, les donateurs sont encouragés à contribuer à travers la FAO. Quand ils allouent les fonds directement aux pays affectés, les donateurs devraient informer la FAO pour améliorer la coordination.
- Les pays touchés doivent annoncer sur leur site web les contributions reçues. La FAO peut fournir un appui en ce sens, si nécessaire.
- La FAO doit fournir aux donateurs des informations à jour concernant l'utilisation de leurs fonds.

Contacteur ECLO

Hilde Niggemann, Chargée des opérations, Division des opérations d'urgence et de réhabilitation de la FAO
hilde.niggemann@fao.org
tel: +39 06 5705 3286

Clive Elliott, Fonctionnaire principal du Groupe Acridiens et Autres Migrateurs Nuisibles de la FAO
clive.elliott@fao.org
tel: +39 06 5705 3836

Une mise à jour de la situation acridienne, des activités de lutte et de l'évolution des financements peut être consultée sur:
<http://www.fao.org/news/global/locusts/locuhome.htm>

Opérations aériennes

En **Gambie**, les opérations aériennes ont débuté mi-décembre 2004 et sont prolongées jusqu'au 5 février 2005. En **Mauritanie**, les opérations sont terminées tandis qu'au **Sénégal**, le contrat d'un avion a été prolongé jusqu'au 1er février 2005; cet aéronef peut entreprendre des missions trans-frontières si besoin.